



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité de l'information
pour le développement (CODI)

Addis-Abeba (Ethiopie)
10-17 mai 2003

26489
A stylized letter 'E' logo with horizontal lines passing through it.

Distr. : LIMITEE
E/ECA/DISD/CODI.3/L

15 mai 2003

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

PROJET DE RAPPORT

Compte-rendu des travaux

Séances plénières

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture

6. La séance plénière a été ouverte par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) qui a prononcé une allocation de bienvenue. Le Chef de la Division des services d'information pour le développement a, ensuite, présenté les buts et les objectifs de CODI.

Point 2 de l'ordre du jour: Election du Bureau et organisation des travaux

7. Le Président sortant a informé les participants que les chefs de délégations s'étaient réunis peu auparavant et élu le Bureau de CODI III, qui sera ainsi composé:

- Président : Ouganda
- Premier Vice-Président : Niger
- Second Vice-Président : Gabon
- Premier Rapporteur : Namibie
- Second Rapporteur : Egypte

8. Les participants ont approuvé le Bureau élu et adopté l'ordre du jour ainsi que l'organisation des travaux tels que proposés par le secrétariat de la CEA.

Point 3 de l'ordre du jour: Débat introductif: «Information et gouvernance»

9. Exposés reçus:

- Gouvernance, information et domaine public, par M. Mohammed Salih
- Les TIC au service de la gouvernance: possibilités et défis, par M. J. Habib Sy
- Réponse à l'exposé introductif, par M. André Bassole
- Réponse à l'exposé introductif, par M. John Githongo

10. Principaux problèmes posés:

- La crise financière entrave les capacités de financement de l'Etat
- L'évolution idéologique vers la libéralisation économique: le marché et l'individualisme constituent un défi pour l'Etat
- La mondialisation a des effets directs et indirects sur la capacité traditionnelle de l'Etat à diriger la société et l'économie
- La gestion des finances publiques et l'obligation redditionnelle
- L'habilitation et la participation des communautés
- La faiblesse de l'infrastructure et des capacités institutionnelles
- La dispersion des efforts dans le domaine de l'enseignement et de la formation
- L'insuffisance des capacités en ressources humaines
- L'extrême méconnaissance des possibilités offertes par les TIC
- Les problèmes de langue et d'analphabétisme
- Le fossé numérique interne
- Des cadres réglementaires restrictifs
- La pauvreté et la faiblesse de l'infrastructure
- L'obligation redditionnelle et la gouvernance transparente
- Les TIC en tant que moteur principal du progrès social et économique dans le contexte de la mondialisation
- La gouvernance en ligne en Afrique n'est pas promise à un brillant avenir en raison de la faiblesse des télécommunications
- La privatisation des télécommunications n'est pas la panacée
- Les capacités de fabrication n'existent pas en Afrique
- L'Afrique devrait élaborer une initiative dans le domaine de l'Internet
- L'accès à l'information revêt une importance fondamentale pour la bonne gouvernance
- La bonne gouvernance exige des informations fiables et mises à jour
- Les ennemis communs sont: la pauvreté et le chômage; la mauvaise gouvernance et l'absence de capacités d'intervention

- Nécessité d'établir un consensus sur la définition de la bonne gouvernance
- Les décideurs devraient pouvoir accéder à l'information à moindre coût
- Les Africains sont essentiellement des consommateurs de technologie
- La bonne gouvernance exige la participation des communautés et des citoyens
- La décentralisation est une stratégie visant à la transparence et à la démocratie participative
- Nécessité d'accéder à l'information pour la prise de décision à l'échelle publique et privée
- La Géo-information est un élément de l'infrastructure du pays
- La bonne gouvernance requiert l'existence d'une politique des données géographiques et des données géographiques détaillées au niveau local
- Les informations accessibles aux gouvernements échappent aux autorités traditionnelles
- La technologie de l'information peut être utilisée dans la résolution des conflits et des tensions

11. Mesures recommandées

- Renforcer le droit des citoyens à l'information
- Indexation des variables et établissement de comparaisons entre pays
- Les initiatives menées dans le domaine de la géo-information exigent un partenariat entre les secteurs public et privé
- Développe l'utilisation de l'information en vue de promouvoir l'autonomie
- Améliorer les structures chargées de l'obligation redditionnelle

12. Autres sujets débattus

- Le rôle de l'information dans le débat multiforme sur la gouvernance, l'obligation redditionnelle en matière de gestion des finances publiques, la gouvernance du secteur privé, la société civile et la participation des ONG.

Point 4 de l'ordre du jour: La décentralisation, l'habilitation des communautés et le rôle de la société civile

13. Exposés reçus

- La géo-information dans le soutien à la décentralisation et à la responsabilisation des communautés, par M. Reinfried Mansberger
- Les TIC pour une décentralisation effective: résultats préliminaires des études pilotes menées dans des woredas (districts) cibles en Ethiopie, par M. Assefa Admassie
- Les TIC au service de la gouvernance locale et traditionnelle en Afrique: le cas du Ghana, par Mme Irene Odotei
- Les statistiques au service de la décentralisation: le Programme ECOLOC, études de cas: le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, par M. François Paul Yatta

14. Principaux problèmes posés

- La bonne gouvernance requiert des statistiques précises
- L'absence de codes, de normes et d'indicateurs précis de la bonne gouvernance aux niveaux local, national, sous-régional et continental
- L'absence d'habilitation et de participation des communautés entrave la bonne gouvernance
- Les décideurs ont besoin d'informations (géographiques, statistiques, TIC) pour la bonne gouvernance
- La décentralisation du pouvoir est une condition de la bonne gouvernance
- Existence d'un hiatus entre l'amélioration de la gouvernance politique et la dégradation des conditions socio-économiques de la majorité des peuples africains
- Il n'est pas possible d'assurer une croissance et un développement rapide en l'absence de flux d'informations, de transparence, de bonne gestion et d'obligation redditionnelle
- Veiller à garantir une bonne gouvernance en vue de gérer les ressources naturelles à des fins de développement durable
- Le système de gouvernement hybride du Ghana (modèle occidental et forme traditionnelle inscrite dans les traditions du peuple
- L'institution de la chefferie, protégée par la Constitution ghanéenne

- Le Projet ghanéen basé sur la chefferie traditionnelle, la gouvernance et le développement vise à développer et à promouvoir la recherche et la science et s'appuie sur le fait que la chefferie est une des institutions les plus enracinées dans l'héritage culturel du Ghana

15. Mesures recommandées

- Etablir des codes, des normes et des indicateurs de bonne gouvernance aux niveaux local, national, sous-régional et continental sur la base de mécanismes participatifs et multidisciplinaires partant de la base vers le sommet
- Renforcer les capacités (d'utilisation des TIC au sein de la chefferie traditionnelle) au bénéfice des intéressés et d'autres acteurs de la gouvernance traditionnelle en vue de les intégrer au processus de gouvernance moderne du Ghana
- Réseautage et connectivité à des fins de suivi, d'échange de données d'expérience, d'information, de promotion du savoir et des connaissances spécialisées

16. Autres sujets débattus

- Il apparaît à l'évidence que l'intégration du pouvoir traditionnel dans le processus de démocratisation qui souffle sur l'Afrique est devenue incontournable
- Les questions concernant la préservation, la présentation et la diffusion du savoir autochtone
- L'étude pilote a été conduite dans quatre districts choisis selon certains critères dans les Etats régionaux d'Addis-Abeba, Orominya et Benshangul-Gumuz. Les districts choisis représentaient des zones rurales, semi-urbaines et urbaines. Au nombre des administrations visitées pour les besoins de l'étude, on compte des bureaux administratifs de district, des administrations financières, des administrations de la santé et de l'éducation, des services de police, des bureaux du développement agricole etc.

17. Autres observations

- L'exposé synthétique se rapporte aux objectifs généraux de l'étude, à sa méthodologie et aux problèmes observés.

Point 5 de l'ordre du jour : Faciliter une gestion financière publique transparente et l'obligation comptable

18. Conférences données :

- Projet 'IDEAL' d'Interconnexion et de Développement de l'Administration en Ligne par M. Momar Aly Ndiaye
- La gouvernance à l'âge de l'information : Succès de la gestion en ligne des dossiers cadastraux et des recettes en Inde, par le Dr K.M Baharul Islam
- Les TIC à l'appui de la gestion financière publique : le cas de la Tunisie par M. Khaled Marzouk
- Statistiques et indicateurs dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance : le programme METAGORA par M. Raul Suarez

19. Questions de fonds soulevées :

- Le plan de décentralisation du gouvernement éthiopien qui accorde un rôle important aux Weredas dans le processus de planification et de prise de décisions.
- Les besoins en information et communication d'institutions publiques telles que les bureaux de la santé, de l'éducation et de l'agriculture à l'échelle des Weredas.
- L'échange d'informations et la communication entre les communautés et les institutions publiques.
- La nécessité d'avoir un identificateur unique de parcelle.

- Aspects juridiques : la gouvernance en ligne donnera à la population un droit d'accès aux informations relatives aux plans, programmes, projets, politiques et législations du gouvernement.
 - o Un plan d'action national a été adopté par le gouvernement concernant le droit d'accès de la population à l'information, la transparence et la motivation du service civil.
 - o Une loi sur la Technologie de l'Information a été adoptée le 18 octobre 2000 pour faciliter la validation légale des transactions sur Internet permettant aux citoyens de traiter leurs affaires à distance.
- Objectifs : l'Informatisation du cadastre (CLR)
 - o Faciliter la gestion des archives et permettre une organisation facile des données
 - o Etroite surveillance des données
 - o Fournir les données essentielles à la mise en œuvre des programmes de développement
 - o Faciliter une planification détaillée pour la construction d'infrastructures
 - o Faciliter la préparation de rapports annuels et fournir des données détaillées pour la perception des impôts
 - o Faciliter une information standardisée sur les données foncières
 - o Fournir une base de données pour les recensements agricoles
- Progrès accomplis :
 - o Bhoomi (La Terre)
 - 20 millions de dossiers concernant 6,7 millions d'agriculteurs ont été enregistrés
 - Certains services sont désormais disponibles sur les guichets informatiques mis en place par le département dans les bureaux des sous-divisions.

- Augmentation de 50% du nombre des demandes de mutation
- o Lokmitra (Les Amis du Peuple)
 - Les Centres d'Information aux Citoyens (CIC) ont été ouverts au public
 - Les requêtes du public peuvent être enregistrées par ces services
- o District de Rewari
 - Informatisation du cadastre initiée en 1990/91 avec la coopération du Centre National d'Informatique
 - L'ensemble du cadastre est désormais disponible dans son intégralité sur ordinateur et des copies du cadastre peuvent être obtenues sur demande.
- Enseignements tirés / Défis relevés
 - o L'entrée de données était problématique en raison de registres cadastraux erronés tenus par des employés des villages. Dans le projet pilote, l'entrée de données était assurée par des agences privées.
 - o Des séminaires d'information et des réunions consultatives se sont tenus en présence des agents sur le terrain et ont insisté sur le fait qu'ils devaient rester en charge des enquêtes sur le terrain.
 - o Les cadres aux postes politiques clés ont été entièrement impliqués dans le projet, manifestant un vif intérêt pour l'informatisation.
 - o Le système de contrôle doit être renforcé dans la mesure où il intervient comme une pièce maîtresse de la réussite de ce projet.
 - o Les partenaires de la planification du développement doivent être davantage sensibilisés à la mise en œuvre du projet.
 - o La numérisation des cartes topographiques cadastrales doit être entreprise.
 - o Mise en réseau du système à différents niveaux pour permettre la navigation des données entre le district et l'état puis vers le Centre par le biais de NICNET

- Première étape d'une stratégie progressive d'Interconnexion et de Développement de l'Administration en Ligne (Projet IDEAL)
- L'Intranet Gouvernemental permettra le déploiement progressif des applications du E-gouvernement :
 - Les applications qui permettront de fournir les services de base de l'Intranet
 - Services essentiels pour assurer la communication entre agents de l'administration, améliorer leurs capacités d'organisation tout en réduisant les coûts de télécommunication.
 - Les applications permettant de faciliter les processus collaboratifs entre les cabinets ministériels notamment en ce qui concerne la gestion des dossiers gouvernementaux
 - interministériels notamment en ce qui concerne la gestion des dossiers gouvernementaux interministériels, le partage de base de connaissance
 - Les applications qui permettent l'automatisation des fonctions partagées de gestion des ressources humaines, budgétaires...
- En plus, l'Intranet Gouvernemental permettra le développement des capacités d'accès et d'échanges d'information entre les services de l'administration. Une démarche progressive a été choisie pour la mise en œuvre.
 - Dans la première année le lieu est localisé au niveau des cabinets ministériels, de la présidence, de la primature et de l'assemblée nationale
 - Au sein de chaque ministère : renforcement des infrastructure réseaux et serveurs
 - Interconnexion directe ou indirecte des administrations visées par une infrastructure de télécommunication inter-réseaux constituant l'ossature de l'Intranet.
 - Déploiement d'applications transversales destinées à fournir à travers l'Intranet gouvernemental des services de base comme la téléphonie, la messagerie électronique, le service Web.

- La mise en place d'un cadre de concertation incluant le comité de pilotage du projet et regroupant les acteurs principaux des NTIC dans l'administration.
- Les Contraintes de base suivantes ont guidé la conception et le développement des différentes composantes de l'Intranet :
 - Facilité d'utilisation des services et applications de l'Intranet par les usagers et la facilité de leur gestion
 - L'appui aux missions des différents départements informatiques
 - La prise en compte des besoins spécifiques de certains services administratifs particulier
 - La souplesse de choix technologiques pour s'adapter à l'évolution des technologies et des besoins.
- Gouvernance et TIC à travers des réalisations au Ministère des Finances Publiques en Tunisie
- Les Systèmes en exploitation :
 - **RAFIC** : Rationalisation de l'Action Fiscale et Comptable (Fonction de base du système) qui est interactif depuis 1987 et qui est centralisé depuis 1993
 - **SINDA – 2000** : Système d'Information Douanière
 - **ADEB – 2000** : Aide à la décision Budgétaire
 - **SIADÉ** : Gestion de la Dette Extérieure
 - **TGT – Trésorerie Générale de Tunisie**
- Les nouveaux Systèmes (1) :
 - **SADEC** : Système d'Aide au Contrôle Fiscal
 - **AMED** : Aide à la Préparation du Budget
 - **GEDE** : Gestion Electronique de Documents Enregistrés

- Les nouveaux systèmes (2) :
 - Télédéclaration Fiscale (Dématérialisation, amélioration de la qualité des rapports etc...)
 - Liasse Unique
- Les grandes orientations dans les projets d'avenir
 - Consolidation de la sécurisation des systèmes informatiques
 - Développement du concept de l'Administration Communautaire
 - Adoption du logiciel libre
 - Acheter le programme de mise à niveau de l'administration (arabisation de tous les systèmes)
 - Acheter l'édification du Réseau National de Finances
- Comment procéder : les démarches
 - Volonté politique
 - Utilisation des cahiers de charge, étapes de validation
 - Réalisations et démarrage progressifs et prudents : maîtrise du projet

20. Mesures recommandées

- Développement des capacités humaines, formation à court et à long terme sur l'information et la gestion de l'information;
- Développement d'un nouveau système d'administration et de gestion puisque le système existant repose largement sur la tradition;
- Identification et application des technologies de l'information et de la communication appropriées dans les wordas;
- Création de centre d'information communautaire par le gouvernement;

- Création d'un environnement propice à la participation du secteur privé dans le domaine de la formation et pour la fourniture de matériel TIC;
- L'éthique doit être reconnue comme une condition de base de la bonne gouvernance.

21. Autres questions débattues

- Le manque de procédures et de manuels normalisés, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, l'acquisition et le stockage déficients des données, le manque d'infrastructures TIC et les partenariats inadéquats entre le public et le privé ont également été débattus.

22. Questions soulevées

- Système d'enregistrement des terres – Attribution de numéros aux parcelles
- Système de gestion foncière dans l'ensemble de l'Inde
- Les dossiers sont-ils complets?
- Questions soulevées
 - Problèmes apparus lors de l'intégration des nouveaux systèmes avec les systèmes existants
 - L'ouverture des systèmes réseau et l'interopérabilité des systèmes d'information basés sur des standards ont facilité l'intégration
 - En plus, les obstacles d'interconnexion n'existent plus et la durée de vie de chaque logiciel est renouvelable
 - L'adoption de démarches progressives

Point 6 de l'ordre du jour: impliquer le secteur privé

23. Présentations faites

- Partenariat entre le public et le privé en matière de développement de la géo-information: possibilités et difficultés, par M. Samuel Aboa;
- Alignement numérique de l'Afrique –travailler avec le secteur privé pour appliquer des solutions d'administration électronique novatrices axées sur les objectifs de développement de l'Afrique, par Mme Otema Yrienkhi;
- Le rôle du secteur privé : public/privé, un mariage de raison, par M. Kamel Labidi;
- Bonne gouvernance et information statistique : un défi pour le secteur privé, par M. Moubarak LO

24. Principales questions soulevées

- Partenariat entre le public et le privé en matière de développement de la géo-information: opportunités et défis, par M. Samuel Aboa;
 - Présentation détaillée sur le partenariat entre le secteur public et le secteur privé: histoire, mythes, études de cas et avantages;
 - Les participants ont estimé que la transparence, la volonté politique, la communication avec tous les acteurs et la participation du secteur public étaient la clef de la réussite des partenariats entre le secteur public et le secteur privé;
 - Ils ont également souligné, notamment, que le partenariat entre le secteur public et le secteur privé était un processus de collaboration, évoqué les possibilités de partenariat entre le secteur public et le secteur privé en géo-information et les cas de réussites enregistrées en ce qui concerne les opportunités en matière de géo-information.
- Alignement numérique de l'Afrique –œuvrer avec le secteur privé à la mise en place de solutions novatrices d'administration en ligne pour réaliser les objectifs de développement du Millénaire, par Mme Otema Yrienki

- Définition de l'alignement numérique: ce terme qui illustre la nécessité d'une méthode de collaboration structurée pour la conception et la mise en œuvre de solutions de gouvernance et d'administration en ligne;
 - La place de l'Afrique dans le domaine de l'administration en ligne.
 - Méthodes d'administration en ligne applicables en Afrique
 - Questions clés pour l'Etat dans la mise en œuvre des applications de l'administration en ligne.
 - Facteurs clés du succès des applications de l'administration en ligne.
- Le rôle du secteur privé: Privé-public: Un mariage de raison, par M. Kamel Labidi
 - Définition de la bonne gouvernance.
 - Le pourquoi d'un mariage de raison.
 - Le dilemme des décideurs dans le partenariat entre secteur public et secteur privé (ressources humaines, ressources financières, risques technologiques).
 - Partage des tâches de la mise en oeuvre des applications des TIC avec le secteur privé.
- Bonne gouvernance et information statistique: un défi pour le secteur privé, par M. Moubarak L.O.
 - Importance de la bonne gouvernance pour les statistiques officielles des entreprises.
 - La qualité de l'information financière produite par les entreprises participant à la bonne gouvernance des entreprises.
- Augmentation de la demande de services sociaux par les citoyens.
 - Rupture de contrat dans le partenariat entre secteur public et secteur privé pour cause de mauvaise supervision du secteur public.
 - Manque de transparence dans le processus du partenariat entre le secteur public et le secteur privé.

- Les considérations de profit du partenariat entre secteur public et secteur privé l'emportent sur les avantages sociaux.
- Les clés du succès du partenariat entre secteur public et secteur privé reposent sur la transparence, les dirigeants politiques, la communication avec les différents acteurs, la participation du secteur public, le choix du bon partenaire.
- Bureaucratie.
- Les initiatives d'administration en ligne en Afrique ne sont pas alignées électroniquement.
- Risque technologique.

25. Actions recommandées:

- Une augmentation du nombre de participants du secteur privé a été notée lors des différentes réunions du CODI. Il faudrait faire en sorte que cette participation soit plus importante lors de CODI 4.
- Créer un cadre relatif au partenariat entre le secteur public et le secteur privé (PPP) pour l'Afrique.
- Donner au secteur privé un rôle dans la production statistique.
- Faire appliquer les opérations de recouvrement des coûts par le secteur privé.
- Planifier les activités relatives à la gouvernance.
- Faire fonctionner le secteur public comme une entreprise le rendra compétitif.
- Renforcer les institutions africaines, en revitalisant les archives nationales par exemple, afin de renforcer le processus de la gouvernance dans les pays.
- Standardiser l'accès aux données institutionnelles, par l'intermédiaire de commissions indépendantes, etc.
- Refonte du partenariat entre le secteur privé et le secteur public en matière de TIC et organisation d'un forum virtuel pour en débattre plus en profondeur.
- Créer un cadre pour le partenariat entre le secteur public et secteur privé en Afrique.
- Développer les capacités locales.
- Définir une orientation stratégique du partenariat entre secteur public et secteur privé.
- Repenser les relations entre le secteur privé et le secteur public.

- Amener les gouvernements africains à participer avec force à la fourniture de l'information.

26. Autres points examinés:

- La question de la crédibilité des données budgétaires par rapport à celles des entreprises.
- Expériences de gestion de l'information foncière.
- Les difficultés posées au secteur privé au sein de la CEDEAO.
- Les partenariats entre secteur privé et secteur en matière de TIC.
- La question de l'éthique du secteur privé dans les partenariats entre secteur privé et secteur public.
- Les accords relatifs au droit de propriété intellectuelle au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- La validité des données fournies par les institutions financières internationales.
- La bureaucratie excessive du secteur public.
- L'efficacité et l'efficacé du secteur privé dans la prestation de services destinés aux citoyens.
- Le manque de ressources des institutions nationales statistiques.
- L'absence de repères concernant l'accès aux données.

27. Autres observations :

- Les bureaux de la statistique ne peuvent produire que des statistiques officielles. Mais des partenariats peuvent être établis entre le secteur public et le secteur privé dans certains aspects de la production des statistiques.
- Corruption des marchés fonciers des pays en l'absence d'un cadastre numérique (le cas du Ghana).

Point 7 de l'ordre du jour: Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques

28. Le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication et des bibliothèques s'est réuni du 12 au 15 mai 2003. Le Réseau des acteurs africains (ASN) de l'Equipe spéciale des Nations Unis sur les TIC, le Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) se sont réunis et des ateliers sur les aspects techniques de la constitution de bibliothèques virtuelles et d'information électroniques ainsi que sur les logiciels provenant de sources librement accessibles pour une amélioration de l'administration en Afrique ont été organisés les 10 et 11 mai 2003. Un forum des médias au sein de la Société de l'information s'est tenu les 16 et 17 mai 2003. Les rapports de ces ateliers sont joints en annexes.

29. Le compte rendu des séances est le suivant:

Point 7.1 de l'ordre du jour: Ouverture

30. Le Président en exercice a déclaré la réunion ouverte. Ensuite, le Chef de la Division des services d'information pour le développement a prononcé un discours d'ouverture suivi de l'allocution du Président.

Point 7.2 de l'ordre du jour : Election du Bureau et adoption du programme de travail

31. Le Président sortant, représenté par le délégué du Malawi a ouvert la réunion et a dirigé l'élection du nouveau Bureau composé d'un Président, d'un Vice-président et d'un Rapporteur comme suit :

- ☐ Président: Rwanda
- ☐ Vice-Président: Zambie
- ☐ Rapporteur: Mauritanie

32. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés.

Point 7.3 de l'ordre du jour : Rapport d'activité

33. Des exposés ont été faits sur les progrès réalisés dans plusieurs domaines depuis la réunion précédente de CODI. La séance a été clôturée après une série de questions et réponses.

34. Principales questions soulevées

- Examen du suivi des recommandations de CODI 2 et progrès réalisés dans la mise en œuvre des résolutions;
- Activités du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (ATAC) par rapport au NEPAD;
- Réserves formulées par les OSC sur le projet de plan d'action du Sommet mondial pour la société de l'information qui n'a pas été communiqué au bureau de Bamako
- Rôle des bibliothèques virtuelles et mise en oeuvre du projet AVLIN;
- Rôle de l'ASN et ses plans d'action;
- Participation africaine à Bamako 2002.

Mesures recommandées

- Des recommandations écrites devraient être adressées au Bureau de Bamako sur les activités préparatoires de l'Afrique au Sommet mondial pour la société de l'information en général et la participation des femmes et de la société civile, en particulier;
- La nécessité de prendre en considération la tradition orale africaine en se référant aux connaissances et contenus locaux, étant donné la grande richesse des informations inexploitées au sein des communautés africaines qui sont prises en compte notamment dans le contexte du projet AVLIN et la promotion du connaissances et contenus locaux développement du contenu local africain ;
- Examen de l'état des consultations nationales sur les stratégies dans le domaine des TIC, et lien avec le NEPAD et le processus du Sommet mondial pour la société de l'information ;

- Nécessité d'examiner la situation des indicateurs concernant les TIC, dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement du Millénaire ;
- Examen des modalités opérationnelles de l'utilisation du Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (ATAC), du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN) et des organisations de la société civile pour la fourniture d'assistance aux Etats membres ;
- Création d'indicateurs pour d'évaluation des performances pour la mise en œuvre de l'Initiative « Société de l'information en Afrique » ;
- Assurer une participation équilibrée de la société civile aux initiatives en cours telles que l'Initiative "Société de l'information en Afrique" aux niveaux régional et sous-régional.

Autres points examinés

- La nécessité de mettre en place et de renforcer les infrastructures pour améliorer l'accès et les capacités institutionnelles, notamment les organes de réglementation;
- La promotion de l'utilisation des TIC et en particulier des systèmes de géo-information ;
- La nécessité de créer une base de données africaine fiable, exhaustive et efficace pour toutes les questions liées aux TIC.

Point 7.4 : Les TIC à l'appui de la gouvernance: possibilités et défis

35. Un exposé a été fait sur les défis et les questions évoqués dans le discours liminaire et lors de la table ronde sur le thème: « Information et gouvernance» et qui a été suivi de questions et réponses.

36. Principales questions soulevées

- Le rôle des TIC dans la promotion de la bonne gouvernance en Afrique (observations émanant des débats de la séance plénière);

Mesures recommandées:

- Les pays africains devraient adopter comme outil important de promotion des TIC et de la bonne gouvernance « des logiciels provenant de sources librement accessibles »
- La nécessité pour tous les acteurs de participer à la formulation, à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et plans dans le domaine des TIC en tant que mécanisme de bonne gouvernance en soi.
- Donner comme mandat à la CEA de a) promouvoir le dialogue entre les organisations de la société civile, les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé sur la question des stratégies et plans concernant les TIC au plan national; b) apporter son soutien en vue de la participation de toutes les parties prenantes;
- Promouvoir la gouvernance en ligne aux niveaux macroéconomique et social.
- Assurer une utilisation appropriée des systèmes d'information à des fins de prise de décision et pour la décentralisation des services et des ressources
- Encourager la mise en place de fonds spéciaux pour des systèmes éducatifs compétitifs en appui aux TIC et à la gouvernance

Autres points de discussion

- Evaluation approfondie du Programme d'ajustement structurel (PAS), particulièrement ses incidences sur des questions telles que les performances économiques, les conflits armés et la faiblesse des infrastructures des TIC;
- Redéfinir la notion de renforcement des capacités en vue d'intégrer la participation des femmes;

Point 7.5 de l'ordre du jour: Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir

10. En collaboration avec le secrétariat de l'Alliance mondiale pour le savoir, diverses initiatives et activités liées aux TIC dans le domaine de la gouvernance ont été présentées au cours de la Journée africaine de l'Alliance mondiale pour le savoir. Avant la clôture de chaque séance, un débat général a eu lieu sur les présentations.

Principales questions soulevées :

- L'Alliance mondiale pour le savoir et les TIC comme plate-forme de développement et possibilités pour l'Afrique;
 - Demande (gouvernements, société civile, secteur privé, acteurs du développement);
 - Offre (organismes de développement, organisations internationales, organismes de financement et organisations financières);
 - Structure du programme;
 - Programme;
 - Infrastructures
- Alliance mondiale pour le savoir : Réseau, mission, résultats, partenaires;
- Débat électronique dans le cadre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" sur la gouvernance en ligne;
 - Manque d'infrastructures, de ressources, de capacités de gestion et de moyens pour mobiliser l'appui nécessaire, de volonté politique et d'encadrement.
- Expérience nationale dans les domaines des TIC et de la gouvernance :
 - Malawi :
- Mise en place d'un réseau étendu à l'ensemble des pouvoirs publics;
- Libéralisation effectuée dans le domaine des télécommunications;
- Amélioration de la gestion financière.
 - Gambie
- Préparation d'un projet pour la mise en place du modèle de gouvernance en ligne de l'Initiative "Société de l'information en Afrique";

- Alliance mondiale pour le savoir: Leçons tirées de l'expérience asiatique
 - Défis relevés
- Consensus politique;
- Acceptation des changements par les communautés;
- Faculté d'adaptation, participation, inclusion, équité;
- Absence d'infrastructures.
- Mécanismes de suivi
- Les TIC et la gouvernance (PNUD)
 - Réforme du secteur public;
 - Coordination;
 - Habilitation et participation des citoyens;
 - Renforcement de l'utilisation des TIC pour la gouvernance.
- Remarques préliminaires sur le lancement d'un Plan d'action africain pour la gouvernance en ligne
 - Il a été demandé aux participants de réfléchir sur le sujet et de communiquer leur contribution au bureau de Bamako 2002 en vue d'enrichir le projet de plan d'action;
 - La date limite de soumission du plan d'action au secrétariat du Sommet mondial pour la société de l'information a été fixée au 31 mai 2003.
- Rapport d'activité de la CEA sur la mise en place d'infrastructures nationales de l'information et de la communication (INIC): stratégies nationales, sectorielles et régionales, processus, résultats, leçons tirées des expériences, partenariat et perspectives d'avenir.
- Présentation sur certains pays édifiant une infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC):

- Burundi : stratégie nationale, sensibilisation, possibilités, défis et enseignements tirés;
 - Ghana: justification d'une stratégie nationale, analyse de la situation, cadre, politique, plan, attentes et mise en œuvre;
 - Namibie: études de référence, élaboration d'une politique et envoi au parlement en vue de son adoption
 - Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale : remarques sur l'infrastructure, les initiatives régionales concernant les TIC, la mise en place des infrastructures nationales de l'information et de la communication en Afrique centrale, les projets de câblage.
- Le genre, la gouvernance et les TIC: le cas du Sénégal : sensibilisation des femmes rurales aux TIC, idées préconçues sur la notion de genre;
 - Résultats de l'étude sur les politiques et réglementations dans le domaine des télécommunications en Afrique: objectifs, contexte, conclusions, indépendance des régulateurs, manque de main-d'œuvre qualifiée, octroi de licence, protection des intérêts des consommateurs;
 - E-Pol-Net: concepts, objectifs stratégiques, principes et priorités, modèle de partenariat, rôle de la CEA, perspectives d'avenir;
 - Etudes nationales de référence dans le cadre du projet Scan-TIC: objectif, structure de partenariat, méthodologie, profils de pays, difficultés rencontrées, remarques et perspectives d'avenir.

11. Mesures recommandées

- En vue de diffuser de l'information, l'Alliance mondiale pour le savoir devrait examiner les possibilités offertes par la radio, qui est largement utilisée en Afrique, en faisant appel à la société civile pour atteindre les populations à la base;
- Les pays africains ne devraient pas se cantonner dans le rôle de consommateurs des TIC, mais devraient aussi être des producteurs;

- Nécessité de renforcer les stratégies en vue de l'utilisation des TIC en tant que moyen de développement socioéconomique et en tant que secteur devant permettre la création d'emplois et la contribution au développement de l'économie en général;
- Les TIC ne peuvent à elles seules résoudre tous les problèmes, mais associées à des facteurs importants de succès, elles peuvent avoir l'impact souhaité sur le développement ;
- Nécessité de sensibiliser les gouvernements sur les nouvelles tendances des TIC;
- Nécessité de renforcer la capacité des femmes au niveau élevé de prise de décision;
- Nécessité d'utiliser les télécommunications pour promouvoir l'égalité entre les sexes;
- Renforcement des capacités des femmes en matière de prise de décision;
- Promotion de l'usage des langues locales sur l'Internet;
- Nécessité de relier les infrastructures nationales de l'information et de la communication aux cadres régulateurs des télécommunications en Afrique;
- Nécessité pour les Etats membres de veiller à rétablir l'indépendance des régulateurs grâce à la coordination et à l'harmonisation des régimes régulateurs;
- Nécessité pour la CEA de faire la publicité de l'Initiative e-Pol-Net auprès des parties prenantes en Afrique;
- Encourager la CEA à œuvrer davantage pour la promotion des femmes et mettre au point des indicateurs en vue de la collecte des données agrégées par sexe dans le domaine des TIC;
- Etendre le projet Scan-TIC à d'autres pays africains;
- Nécessité de réexaminer les indicateurs des TIC à la lumière des objectifs de développement du Millénaire et traiter de façon explicite ces objectifs dans le cadre du processus de développement des Infrastructures nationales de l'information et de la communication

12. Principales questions soulevées :

- La valeur des services bibliothécaires pour le développement;
- Les activités du Centre des technologies de l'information pour l'Afrique;

- Le rapport de l'atelier sur les logiciels provenant de sources librement accessibles organisé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Agence internationale de la francophonie, les 10 et 11 mai 2003;
- Le rapport du Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (AVLIN);
- Le rapport sur les activités de la CEA dans le domaine des TIC et des bibliothèques pour la période 2002 – 2003 et le programme de travail pour l'exercice biennal 2004 –2005.

13. **Recommandations :**

- Les recommandations des participants à l'atelier sur les logiciels provenant de sources librement accessibles devraient être intégrées dans les programmes nationaux de développement des Etats membres et la CEA userait de son pouvoir fédérateur à cet effet;
- Les bureaux sous-régionaux de la CEA devraient être davantage associés au processus de mise en place des infrastructures nationales de l'information et de la communication des pays qu'ils desservent;
- Compte tenu du rôle déterminant évident que jouent les bibliothèques dans la collecte, l'organisation et la dissémination professionnelle du savoir, notamment dans le nouvel environnement des TIC, les bibliothèques devraient être considérées comme les composantes nécessaires (c'est à dire les parties intégrantes) de la gouvernance en ligne en Afrique et ne seraient pas dichotomiques ;
- La CEA devrait élaborer des projets axés sur le développement des infrastructures et des compétences y compris les capacités numériques des bibliothèques en Afrique ;
- La CEA devrait commanditer une étude sur la libéralisation et la réglementation des TIC en Afrique;
- Le Centre des technologies de l'information et de la communication devrait entreprendre des activités pour faire connaître le NEPAD dans le cadre général du développement de l'Afrique ;
- Les recommandations adoptées lors de la réunion préparatoire du Sommet mondial pour la société de l'information organisée par l'Agence intergouvernementale de la francophonie sur «La femme et la société de l'information » en avril 2003, devraient être mises en

œuvre, notamment celles portant sur la démocratie, la bonne gouvernance et la paix. La CEA, qui a participé à cette réunion, devrait veiller à appuyer les efforts déployés par les Etats membres qui la composent, en vue d'intégrer le genre dans les politiques et les plans relatifs aux TIC ainsi que dans leurs applications à la gouvernance en ligne;

- La CEA, avec le soutien du Comité consultatif du Réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information, devrait développer ses activités pour renforcer les capacités des bibliothécaires africains dans le domaine des TIC;
- La CEA devrait veiller à ce que des contenus locaux en langues locales et la tradition orale soient pris en compte dans ses activités de mise en valeur des ressources de l'information et du savoir;
- La CEA devrait cibler ses activités de diffusion des ressources en information et en savoir sur les jeunes africains et devrait veiller à ce qu'ils soient les dépositaires du savoir indigène et traditionnel;
- La CEA avec le soutien des Etats membres qui la composent devrait mettre au point des portails sectoriels couvrant toute l'Afrique qui devraient refléter les valeurs africaines et les besoins en information ;
- Les recommandations de l'atelier sur les logiciels provenant de sources librement accessibles, organisé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Agence intergouvernementale de la francophonie les 10 et 11 mai 2003 devraient être jointes en annexe aux recommandations de CODI III et une attention spéciale devrait être accordée à:
 - L'adoption de mesures juridiques et réglementaires pour promouvoir l'utilisation des logiciels provenant de sources librement accessibles dans l'administration publique en Afrique;
 - La mise en place d'un modèle de partenariat Nord-Sud et Sud-Sud fondé sur des avantages réciproques en vue de l'installation d'une industrie du logiciel en Afrique;
 - Une collaboration interafricaine et un mécanisme de réseautage devraient être établis pour promouvoir les logiciels provenant de sources librement accessibles et créer un portail d'accès à l'information sur les cas de réussite;

- La société civile devrait organiser des activités de sensibilisation sur la nécessité de créer des associations visant à promouvoir l'utilisation des réseaux de logiciels provenant de sources librement accessibles;
- L'élaboration de programmes de renforcement des capacités sur l'utilisation de logiciels provenant de sources librement accessibles avant la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information;
- Les gouvernements devraient jouer un rôle primordial dans la promotion des logiciels provenant de sources librement accessibles en:
 - Instaurant des politiques et législations appropriées;
 - Encourageant les industries locales de logiciels;
 - Réduisant les obstacles auxquels se heurtent diverses sortes d'entreprises nouvelles dans le secteur des technologies de l'information;
- La Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA) devrait collaborer avec tous les acteurs pour s'assurer que les sources librement accessibles sont disponibles et pour faciliter la recherche de solutions qui permettent de satisfaire les besoins des Africains à des coûts abordables;
- Les gouvernements africains devraient apporter leur soutien à la Free Software and Open Source Foundation for Africa (FOSSFA) pour que l'Afrique devienne une plaque tournante pour la mise en place de sources librement accessibles;
- La CEA et ses partenaires, notamment le Réseau des acteurs africains (ASN), e-Pol-Net et AVLIN devraient envisager l'établissement de partenariats avec les réseaux régionaux du savoir existants tels que «East and Horn of Africa Regional Women's Knowledge Network (HAWKNet) » et «Women of Uganda Network (WOUGNET)» afin de les consolider pour qu'ils servent de portails régionaux d'accès à l'information et au savoir des femmes africaines pour les femmes et les jeunes d'Afrique;
- Les jeunes Africains devraient être habilités et impliqués dans le processus qui vise à faire de l'Afrique un important partenaire de la Société de l'information ;

- Les efforts et initiatives menés par les jeunes devraient être identifiés et encouragés afin de combler le fossé entre les générations.

Point 7.6 de l'ordre du jour: Questions diverses

Point 7.7 de l'ordre du jour: Adoption du rapport et clôture

14. Le Sous-Comité a adopté son rapport qui a été soumis à la séance plénière de CODI.
15. Le Président a ensuite fait quelques observations sur les résultats de la réunion et a demandé au Chef de la Division des services d'information pour le développement de clore la réunion. Le Président a levé la séance.

Troisième réunion du Comité de l'information pour le développement

1. Accélération du processus de formulation, de développement et de mise en œuvre des infrastructures nationales de l'information et de la communication

Notant que

L'Initiative "Société de l'information en Afrique" affirme l'importance d'introduire et d'appliquer les TIC pour améliorer les services publics et faciliter les processus de démocratisation, entre autres,

Un nombre grandissant de pays ont entrepris des processus de formulation au cours des dernières années mais que certains pays doivent encore lancer ces processus,

La gouvernance et l'administration en ligne sont d'importantes applications sectorielles dans le cadre des plans d'édification d'infrastructures nationales de l'information et de la communication dans les pays africains.

Recommande que

Les États membres

- Établissent des programmes de sensibilisation à l'intention des gouvernements pour promouvoir le développement des infrastructures nationales de l'information et de la communication et les projets d'administration en ligne;
- Fassent une utilisation stratégique des TIC comme moteur de développement socio-économique et de création d'emplois;
- Encouragent une meilleure administration en ligne en assurant la cohérence des systèmes d'information d'un secteur à l'autre;
- Conjuguent les TIC avec d'autres instruments de développement pour obtenir des impacts positifs sur le développement;

La CEA

- Les bureaux sous-régionaux de la CEA participent davantage aux processus d'élaboration des infrastructures nationales de l'information et de la communication, particulièrement dans le domaine de la gouvernance en ligne;
- Encourage les réseaux TIC pour les parlementaires africains et aide à renforcer leurs capacités de promouvoir le développement de la gouvernance en ligne au niveau parlementaire; et renforce la participation des parlementaires à la formulation et à l'exécution des politiques nationales relatives aux TIC;

CODI

- Désigne officiellement la Gambie en tant que projet pilote de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" qui sera évalué par la suite et reproduit dans d'autres pays africains.

2. Promotion d'approches participatives

Considérant que

La participation de la société civile, des médias, du secteur privé et des milieux universitaires assureront la formulation et la mise en place réussies des politiques et des plans relatifs à l'édification d'infrastructures nationales de l'information et de la communication,

Recommande que

CODI demande que le Bureau de Bamako chargé de la préparation de l'Afrique au Sommet mondial sur la société de l'information tienne compte de la participation de la société civile et des femmes, entre autres préoccupations majeures, et veille à ce que l'Afrique présente une plate-forme commune durant le processus du Sommet mondial sur la société de l'information;

Les États membres

- Encouragent le dialogue entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé et fournissent un appui pour assurer leur participation à la formulation, à l'élaboration et à l'exécution des plans et politiques relatifs aux TIC;
- Tiennent compte de la participation des femmes à la formulation des politiques, du renforcement des capacités des femmes en matière de prise de décision et de l'élaboration d'un programme médiatique de sensibilisation aux questions de genre;
- Encouragent les jeunes africains par des activités de dissémination des ressources en connaissance et assure leur pleine participation au processus du Sommet mondial sur la société de l'information.

La CEA

- Appuie les efforts déployés par les Etats membres pour intégrer les questions de genre dans les politiques et les plans relatifs aux TIC;
- Les activités d'e-Pol-NET soient incluses dans le programme de diffusion de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" et d'autres initiatives africaines concernant les TIC, telles que IMPACT Africa, qui peuvent renforcer le partage de l'information et de la connaissance entre les Etats membres;

3. Mise en place d'un mécanisme de mesure des progrès concernant les TIC

Notant

La nécessité de systématiquement recueillir des données de référence, de définir des indicateurs et de suivre les incidences des TIC sur le développement socioéconomique,

Recommande que :

Les États membres

- Élaborent des indicateurs des TIC pertinents pour la réalisation des objectifs de l'Initiative "Société de l'information en Afrique", dans l'optique des Objectifs de développement du Millénaire dans tous les pays africains, en utilisant le cadre Scan-TIC;
- Appuient pleinement l'initiative Impact Africa de sorte que les TIC soient utilisées pour mesurer la réalisation des objectifs de développement du Millénaire et la mise en œuvre des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, ainsi que le projet Scan-TIC;

La CEA

- En collaboration avec les Etats membres, élabore des indicateurs sexués concernant les TIC ainsi que des données agrégées dans le cadre du projet Scan-TIC;
- Avec ses partenaires, étende le projet Scan-TIC à d'autres pays africains;
- Crée des indicateurs de performance pour la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique".

4. Création de contenus améliorés et aide à la promotion des langues africaines

Reconnaissant

Que des contenus locaux et les capacités langagières sont essentiels pour démocratiser l'accès à l'information et aux connaissances pour tous sur le continent

Les pays africains ne devraient pas être seulement des consommateurs de TIC mais aussi des producteurs de nouvelles technologies,

Réaffirme que :

Les Etats membres doivent impliquer les médias dans toutes les questions concernant les TIC et la gouvernance pour le développement en utilisant les langues locales voulues pour disséminer l'information sur les TIC et assurer une participation effective au processus de gouvernance;

La CEA

- Avec le concours de ses Etats membres, devrait développer de vastes portails sectoriels en Afrique;
- Devrait, avec ses partenaires, appuyer le développement des langues locales africaines pour la création de contenus par une appropriation effective des logiciels de source librement accessible à utiliser dans le processus de gouvernance et pour permettre aux citoyens d'avoir accès aux TIC de façon générale.

5. Renforcer le partenariat et la coopération

Considérant que:

Face au nombre d'initiatives prises en matière de TIC sur le continent, les liens et la collaboration dans ce domaine, le partage d'expérience et les enseignements tirés sont insuffisants.

Recommande que :

La CEA,

- En collaboration avec les Etats membres, crée des comités nationaux sur les infrastructures nationales de l'information et de la communication, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Sommet mondial sur la société de l'information;

- Rendre opérationnel le Réseau AVLIN et associe davantage le Comité technique consultatif africain sur la mise en œuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (ATAC) et la société civile à ses activités pour fournir une assistance aux Etats membres;
- Avec ses partenaires, aide les réseaux existants d'information et de connaissance entre les différentes sous-régions en prenant en considération l'équilibre géographique et linguistique;
- En collaboration avec l'Alliance mondiale, encourage une plus grande utilisation de la radio en Afrique par le biais des organisations de la société civile pour atteindre la base.

Le Réseau des acteurs africains (ASN) devrait, avec l'appui de la CEA lancer des activités relatives au TIC dans les Etats membres.

6. Renforcer le rôle des bibliothèques

Notant :

Le rôle crucial que peuvent jouer les bibliothèques pour promouvoir la diffusion des connaissances et l'exécution de projets de gouvernance en ligne en Afrique,

Réaffirme que :

Les Etats membres devraient mettre en place des programmes de formation appropriés à l'intention des professionnels de l'information

La CEA

- Devrait aider les Etats membres à développer l'infrastructure de bibliothèques africaines et autres institutions d'information;
- Aider les Etats membres à promouvoir les connaissances/contenus locaux et la tradition orale pour la mise en place de la Société de l'information, en particulier dans le cadre du projet AVLIN.

- Aider les Etats membres à entreprendre des études de référence sur l'information et les services bibliothécaires disponibles dans les pays et assurer qu'AVLIN coordonne au niveau national et avec les autres Sous-Comités- à savoir le Sous-Comité de la géo-information et le Sous-Comité de la statistique.

7. Promouvoir les logiciels libres et de source librement accessibles

Notant que :

Les logiciels libres et de source librement accessible peuvent fournir des solutions économiques aux Etats membres et à la société africaine.

Souligne que:

Les Etats membres

- Adoptent des logiciels libres et de source librement accessible comme d'importants outils de promotion des TIC et de la bonne gouvernance;
- Jouent un rôle crucial dans la promotion des logiciels de source librement accessible en:
 - Adoptant des politiques et des législations appropriées;
 - Stimulant l'industrie locale de logiciels;
 - Baissant les barrières qui s'opposent à l'entrée de divers types de nouvelles entreprises dans l'industrie des technologies de l'information;
- Considèrent les questions de sécurité économique et politique liées à l'utilisation des logiciels de source librement accessible et entreprennent avec la CEA des recherches sur les moyens de préserver les questions de souveraineté nationale;

La CEA

- Avec ses partenaires et ses Etats membres, institue une collaboration interafricaine et un mécanisme de travail en réseau pour promouvoir les logiciels libres et librement accessibles et ouvre un site-portal consacré aux cas de réussite;
- Aide la société civile à organiser des activités de sensibilisation pour faire connaître la nécessité de créer des associations qui encouragent l'exploitation de réseaux de logiciels libres et de source librement accessible;
- Elabore des programmes de renforcement des capacités en vue de l'utilisation des logiciels libres pour le développement de l'industrie des TIC en Afrique.

AVLIN et les autres Sous-Comités devraient promouvoir l'utilisation des logiciels de source librement accessible dans leurs travaux.

8. Facilitation du partenariat entre le secteur public et le secteur privé

Notant que

Le développement des TIC et leur application à divers secteurs dépend des services et des produits offerts par le secteur privé. Le secteur public a un rôle crucial à jouer dans la création d'un environnement propice au développement d'une industrie dynamique des TIC .

Recommande que:

Les Etats membres encouragent les opérateurs de télécommunications locaux et leur octroient des licences pour investir dans les zones rurales et que la CEA établisse un cadre pour le partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour l'Afrique en ce qui concerne l'utilisation des TIC en vue d'un développement équitable.

9. Rationalisation des initiatives

Notant

La prolifération des programmes visant à répondre aux besoins de l'Afrique en matière de TIC,

Recommande que les États membres, la CEA et la communauté internationale encouragent la coordination des initiatives relatives aux TIC afin de réduire la fracture numérique entre l'Afrique et le reste du monde dans l'objectif d'établir un fonds de solidarité numérique.

Point 8 de l'ordre du jour : Sous-comité de la statistique

Participation

1. La troisième session du Sous-comité de la statistique du Comité de l'information pour le développement (CODI-3) s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba (Ethiopie) du 12 au 15 mai 2003, avant le Groupe de travail de CODI sur « la statistique et la gouvernance » convoqué le 11 mai 2003 et après la réunion de CODI consacrée au lancement officiel du Conseil consultatif de la statistique en Afrique le 16 mai 2003.

2. Ont assisté à la réunion du Sous-comité de la statistique les délégués des Etats membres suivants de la Commission : Algérie, Bénin, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Kenya, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie.

3. Ont également assisté à la réunion les observateurs des organisations suivantes : Banque africaine de développement (BAD), Observatoire statistique et économique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) ; Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Book Jang (Sénégal), CERSGIS (Ghana), Marché commun de l'Afrique australe et de l'Est (COMESA) ; Département du développement international (DFID, Royaume Uni) ; DIAL (France) ; Eastern African Training Centre (EASTC), Ecole nationale d'économie appliquée (ENEA, Sénégal) ; Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA, Côte d'Ivoire), CEDEAO ; Bureau régional de la FAO pour l'Afrique, Bureau international du travail (BIT), Suisse InWent-Munich Centre for Economic, Environmental and Social Statistics ; Institut national statistique du Mozambique, OCDE/PARIS21 ;

Oxford Policy Management (Royaume-Uni), Partenariat pour le développement municipal (PDM) ; Bureau statistique fédéral suisse ; Bureau du recensement des Etats-Unis ; UNSD ; Université du Ghana ; Banque mondiale.

Point 8.1 de l'ordre du jour : Ouverture

4. En l'absence du Président sortant (Maurice) et du Vice-Président sortant (Bénin), un membre du Bureau sortant (Maroc) a déclaré la réunion ouverte. Peu après, le Vice-Président sortant a dirigé les travaux. Le Directeur de la Division de la politique économique et sociale a ensuite fait un discours d'ouverture.

Point 8.2 de l'ordre du jour : Election du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

5. Le Sous-comité a élu le Bureau suivant :

- Président : Sénégal
- Vice-président : Zambie
- Rapporteur : République démocratique du Congo (RDC)

6. Les participants ont adopté les projets d'ordre du jour et le programme de travail sans amendements.

Point 8.3 de l'ordre du jour : Statistique et gouvernance

7. **Questions soulevées**

- Nécessité d'une définition claire du concept de gouvernance, les variables qu'elle implique, les domaines connexes et les méthodologies et mesures les plus valables

- Nécessité de hiérarchiser les différents sujets relatifs à la gouvernance
- Bonne statistique pour une bonne gouvernance et la nécessité de la bonne gouvernance des bureaux nationaux de la statistique
- Quels sont les différents domaines concernant la gouvernance où les bureaux nationaux de la statistique peuvent jouer un rôle sans perdre leur crédibilité de bureau national de la statistique (couverture de la gouvernance et des secteurs sensibles) ?
- Le rôle des statisticiens et des bureaux nationaux de la statistique dans les différents domaines/secteurs de la bonne gouvernance
- Quel peut être l'apport de la statistique dans l'évaluation de la gouvernance (avantages comparatifs des bureaux nationaux de la statistique et autres éléments du système national statistique dans les processus d'évaluation de la gouvernance : bureaux nationaux de la statistique, organisations non gouvernementales ONG etc.).
- Variables relatives à la gouvernance et méthodologie pour les mesurer
- Type de données statistiques sur la gouvernance à communiquer aux décideurs et au public
- Quelles sont les évaluations les plus valables et leur applicabilité ?
- Difficultés des mesures palliatives de gouvernance
- Nécessité d'une distinction claire entre la statistique qui est un processus technique et la politique
- Le risque d'avoir des indicateurs calculés par des institutions non statistiques ou des non statisticiens
- Comment le débat au niveau international est perçu et mis en œuvre au niveau national ?
- Le cadre juridique pour la participation des bureaux nationaux de la statistique à la gouvernance d'évaluation
- Confidentialité et prévention contre l'utilisation de données statistiques à des fins répressives (fiscales, etc.)
- Nécessité d'une autorité morale pour permettre aux bureaux nationaux de statistique de diriger le processus
- Statistiques requises pour le mécanisme d'examen par les pairs
- Applicabilité du mécanisme d'examen par les pairs au système national de la statistique
- Nécessité d'appropriation, d'obligation redditionnelle, de processus participatif et multidisciplinaire

8. Actions recommandées

- Les procédures de mesure devraient traiter aussi bien des aspects positifs que négatifs de la gouvernance
- Les statisticiens devraient examiner minutieusement la Déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement et s'y référer comme à un cadre juridique pour l'élaboration des indicateurs concernant la gouvernance aux niveaux national et régional
- La mise en place d'un groupe de travail sur la création de mécanismes d'examen par les pairs pour l'évaluation de la capacité statistique, devrait également s'occuper des questions conceptuelles et méthodologiques liées à l'élaboration des indicateurs concernant la gouvernance ainsi que d'autres questions telles que l'identification des avantages comparatifs des bureaux nationaux de la statistique et autres éléments du système national de la statistique dans ce domaine.
- Le renforcement du système national de la statistique par l'allocation de ressources financières humaines et matérielles suffisantes à ses différentes composantes qui s'occupent de la collecte et de la compilation des statistiques et des indicateurs concernant la gouvernance, les bureaux nationaux de la statistique jouant un rôle de premier plan dans ce processus.
- La CEA devrait aider dans la mise en place, au niveau du pays, du cadre juridique nécessaire pour assurer la coordination appropriée des activités des diverses entités chargées des questions de gouvernance.
- La reformulation ou la révision, le cas échéant, des lois statistiques en vigueur pour tenir compte des nouveaux besoins en données, notamment celles relatives à la gouvernance
- Les Etats membres devraient adopter un processus pour l'évaluation de leur capacité statistique : au départ, des pays volontaires, appuyés par un groupe d'experts fournis par la CEA/PARIS 21, devraient tester et adopter des outils et des procédés pour l'examen par les pairs de la capacité statistique en vue de son adoption dans le cadre des engagements au titre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Autres points examinés

- Les participants ont entendu une présentation sur « Statistiques et indicateurs dans le domaine des droits de l'homme et de la gouvernance : le programme METAGORA » qui faisait suite à un débat de la séance plénière.

Point 8.4 de l'ordre du jour : Rapports des pays

9. Questions soulevées

- Le nombre réduit des rapports des pays reçus par la CEA
- Etat du développement statistique dans les pays suivants : Algérie, Bénin, Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Ethiopie, Gabon, Ghana, Mali, Mauritanie, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Zambie.
- Possibilité de normaliser les formats des rapports des pays
- Diffusion des rapports de pays

10. Mesures recommandées

- Les rapports de pays devraient être préparés et transmis bien à l'avance à la CEA et au Sous-Comité afin de permettre aux Bureaux nationaux de la statistique de procéder à des échanges fructueux de données d'expérience et de disposer d'un délai suffisant pour les examiner.
- La CEA devrait élaborer un format standard sur la base du schéma d'ensemble concernant la préparation des rapports de pays, adopté par le Sous-Comité à sa deuxième session; ce format devrait correspondre aux préoccupations, thèmes et programmes des sessions futures du CODI.
- Les rapports de pays pourraient être accompagnés de profils de pays.

- La CEA devrait faire la synthèse des rapports de pays puis procéder à une présentation de ces rapports : les pays sélectionnés pourraient être invités à faire des exposés sur les meilleures pratiques dans leur pays.
- Les autres éléments qui composent le système statistique national, tels que les banques centrales, pourraient être progressivement associés à l'élaboration des rapports.
- Les centres de formation statistique devraient aussi préparer des rapports sur leurs activités à l'occasion des sessions futures du Sous-Comité.
- Les rapports de pays devraient être affichés sur les sites Web des bureaux nationaux de la statistique dans les pays disposant de telles possibilités de diffusion de l'information.

Point 8.5 de l'ordre du jour: Suivi des conclusions et recommandations de la deuxième réunion du Sous-Comité de la statistique

11. Questions soulevées

- Suivi de l'évaluation du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.
- Mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993.
- Conclusions et recommandations du Groupe de travail sur le renforcement de la capacité statistique pour le suivi de la pauvreté en Afrique.
- Utilisation de bases de données et de systèmes d'information statistiques pour la prise de décisions.
- Activités statistiques de la CEA.

12. Mesures recommandées

- Le Sous-Comité a pris note du rapport et l'a adopté.

Point 8.6 de l'ordre du jour : Le Système de comptabilité nationale de 1993 en Afrique

13. Questions soulevées

- Problèmes de ressources humaines au secrétariat de la CEA qui ont empêché la Commission de procéder à une évaluation approfondie de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 1993;
- Aperçu des activités d'AFRISTAT et de la CEDEAO dans le domaine de la comptabilité nationale;
- Harmonisation des méthodes, de la qualité des données, des délais de production, de la comparabilité ainsi que du respect des normes internationales de diffusion.

14. Mesures recommandées

- Une stratégie de mise en œuvre devrait être adoptée au niveau national;
- Les gouvernements africains devraient fournir aux BNS, des ressources financières et humaines suffisantes;
- Les programmes pour une formation spécialisée devraient être encouragés.

Point 8.7 de l'ordre du jour : Rapport du Groupe de travail sur les « Statistiques et la gouvernance »

15. Questions soulevées

- Participation des BNS au processus électoral au niveau national

16. Mesures recommandées

- Les BNS pourraient jouer un rôle plus efficace dans le processus électoral en fournissant aux départements ministériels chargés des élections, toutes les données statistiques requises pour assurer la bonne organisation de ce processus sans pour autant enfreindre les principes de la confidentialité.
- Le Sous-Comité a adopté le projet de rapport modifié.

Point 8.8 de l'ordre du jour : Initiatives régionales et sous-régionales de développement de la statistique en Afrique

17. Les partenaires suivants ont présenté des rapports sur leurs initiatives et leurs programmes de travail destinés à promouvoir le développement de la statistique en Afrique : BAD, BCEAO, FAO, FMI, AFRISTAT, Division de la statistique de l'ONU, PARIS 21, le Bureau du recensement des Etats-Unis, EASTC.

18. Un représentant de la DPES de la CEA a également fait une présentation sur les principaux indicateurs utilisés par cette division pour élaborer le Rapport économique sur l'Afrique.

Point 8.9 de l'ordre du jour : Activités de la CEA dans le domaine de la statistique

Point 8.9.1 : Rapport sur les activités statistiques de la CEA au cours de la période 2002-2003 et programme de travail pour la période biennale 2004-2005

19. Le secrétariat a présenté un rapport sur les activités statistiques de la CEA pour la période allant de septembre 2001 à mai 2003 et le programme de travail pour la période biennale 2004-2005.

20. Questions soulevées

- Taux élevé des postes vacants pour le personnel statisticien qui a nui à la mise en œuvre du programme;
- Baisse de l'importance de la statistique à la CEA;
- Perte, pour la CEA, de son rôle de premier plan dans la promotion du développement de la statistique dans divers domaines, tels que la comptabilité nationale et les domaines connexes.

21. Mesures recommandées

- La CEA devrait retrouver son rôle de premier plan dans la promotion de la statistique;
- Dès sa création, le Comité consultatif sur la statistique en Afrique devrait formuler des propositions concrètes sur la meilleure façon de renforcer le rôle de la statistique à la CEA.

Point 8.9.2 : La création du Comité consultatif sur la statistique en Afrique

22. Questions soulevées

- Exposé sur le Comité consultatif sur la statistique en Afrique et son mandat
- Les membres du Comité consultatif

23. Mesures recommandées

- Le Comité sera mis en place dès la fin de CODI-3
- Compte tenu de la demande croissante de données statistiques, on s'attend à ce que le Comité consultatif étudie la meilleure façon de procéder pour accélérer le développement de la statistique en Afrique.

Point 8.10 de l'ordre du jour : Questions diverses

24. Le secrétariat a fourni des informations sur le programme de stage en cours qui est destiné à de jeunes économistes-statisticiens et informaticiens.

25. Il a été porté à la connaissance du Sous-comité que M. Lamine Diop, Directeur général de AFRISTAT, quittera ses fonctions le 1^{er} janvier 2004. Les membres du Sous-Comité ont rendu hommage à M. Diop pour son importante contribution au développement de la statistique en Afrique.

Point 8.11 de l'ordre du jour : Adoption du rapport

26. Le Sous-Comité a adopté son rapport.

Point 9 de l'ordre du jour: Rapport de la réunion du Sous-Comité de la géo-information

Participation

16. Des représentants des Etats membres suivants ont assisté à la réunion: Afrique du Sud, Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Mali, Maroc, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Swaziland et Zambie.

17. Les organisations suivantes ont été représentées par des observateurs: African Media Productions; Organisation africaine de cartographie et de télédétection (OACT); EIS-Africa; l'Institut de recherche pour l'environnement (ESRI); l'ESTC; l'Agence fédérale de cartographie et de géodésie (Allemagne); l'Ecole fédérale du cadastre (Nigéria); le Conseil de la recherche en sciences humaines (Afrique du Sud); l'Institut Panos (Paris); l'Institut d'études sociales (Pays-Bas); la Fédération internationale des géomètres (FIG); l'Association cartographique internationale (ACI); la Société internationale de photogrammétrie et de télédétection (SIPT); l'Institut international des levés aérospatiaux et des sciences de la terre (ITC, Pays-Bas); l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA); Leica Geosystems; MAPS Geosystems (Emirats arabes unis); le Media Institute of Southern Africa (MISA); le NASRDA (Nigéria); le Bureau national de la statistique (Tanzanie); le Nile Basin International Discourse (Ouganda); OAKAR Services Ltd. (Kenya); Orebro University (Suède); Le Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD, Kenya); le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens (RECTAS, Nigéria); Sambus Company Ltd. (Ghana); le Centre de développement minier de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (SEAMIC, Tanzanie); Swedesurvey AB; TransWorld Radio (Kenya); le Federal Geographic Data des Etats-Unis; le Service géologique fédéral et le Secrétariat de l'Infrastructure mondiale des données spatiales des Etats-Unis; l'Université des Nations Unies; University College of Land and Architectural Studies (UCLAS, Tanzanie); l'Université de CapeTown (Afrique du Sud); l'Université de Hanovre (Allemagne); l'Université de Lagos (Nigéria); le Comité directeur international

de la cartographie mondiale (ISCGM), l'Association africaine de télédétection pour l'environnement (AARSE); le Centre de services de télédétection et d'information géographique (CERSGIS); le CIGET; le Centre de suivi écologique (CSE, Sénégal); le Programme alimentaire mondial (PAM, Ethiopie); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Information Systems Services (Ethiopie).

Compte-rendu des travaux

18. Le Sous-Comité de la géo-information s'est réuni du 12 au 15 mai 2003. Un atelier sur la mise en place d'un comité permanent des infrastructures de données spatiales en Afrique s'est tenu les 10 et 11 mai. D'autres ateliers ont été organisés les 16 et 17 mai. Il s'agit des ateliers sur les normes du contenu des données spatiales, la coordination de la géo-information des entreprises, les questions institutionnelles et techniques à l'intention des gestionnaires de la géo-information dans la perspective des infrastructures nationales de données spatiales et l'atelier des acteurs éthiopiens. Les rapports de ces ateliers figurent aux annexes xxx.

19. Le compte-rendu de la réunion est donné ci-dessous.

Point 9.1 de l'ordre du jour: Ouverture

20. La réunion a été ouverte par le Président sortant, le représentant du Botswana.

Point 9.2 de l'ordre du jour: Introduction, organisation des travaux et election du Bureau

21. Le secrétariat a fait une brève présentation sur le CODI et le Sous-Comité de la géo-information, à titre de rappel et pour préciser l'organisation des travaux du Sous-Comité, y compris les questions techniques et de logistique. Les participants ont ensuite élu le Président, le Vice-Président et un Rapporteur:

- Bureau élu du Sous-Comité:

- Président: Kenya
- Vice-Président: Maroc
- Rapporteur: Congo

- Comité de rédaction élu: Congo, Sénégal, Mali, Soudan, centres régionaux et CEA.

22. L'ordre du jour et le programme de travail ont été adoptés.

Point 9.3 de l'ordre du jour: Géo-information et gouvernance

23. Questions soulevées:

- L'information est cruciale pour la gouvernance et devrait être librement accessible aux gouvernements et aux collectivités.
- La politique des prix entrave l'accès aux produits de la géo-information.
- Cependant, les politiques ou les besoins de recouvrement des coûts ne permettent pas aux producteurs, dans la plupart des cas, de baisser le prix de ces produits.
- Dans certains cas, l'absence de stocks de données empêche également l'accès à l'information.
- La géo-information est à présent mûre et commercialisable.
- La façon dont la géo-information est présentée donne l'impression qu'elle est trop technique et, de ce fait, elle n'est ni comprise ni appréciée par les non-initiés.
- Il n'est pas possible de retirer à l'Etat la responsabilité de la production de la géo-information, puisque la société civile n'en a pas les moyens et que le secteur privé ne la produira que s'il en tire profit.

24. Mesures recommandées

- Il est possible de réduire les coûts en les faisant supporter par les producteurs et les utilisateurs, en utilisant des méthodes de production de données moins coûteuses et en tirant parti des données d'autres producteurs.
- Les noms de produits de la géo-information doivent être moins techniques et contribuer à susciter l'intérêt des gouvernements et des donateurs dans le cadre du nouveau modèle de l'information au service de la bonne gouvernance. On citera, par exemple, l'expression «Système de suivi et d'évaluation du développement communautaire».
- Il est nécessaire de démythifier la géo-information et de la lier à d'autres formes d'information très appréciées telles que les TIC et la statistique.
- Sensibiliser les décideurs à l'importance du rôle de la géo-information dans la gouvernance et le développement.
- Concevoir des moyens permettant de développer la géo-information et de fabriquer des produits à valeur ajoutée qui donneront plus de visibilité et plus de valeur à la géo-information.
- Introduire des programmes de gestion de la géo-information dans les établissements d'enseignement et de formation.
- Concilier renforcement des capacités institutionnelles et disponibilité des données.

Point 9.4 de l'ordre du jour: rapports d'activité

25. Problèmes posés

- La situation de la Base de données africaines par rapport à la Base de données des Nations Unies, actuellement à l'ordre du jour des travaux du Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique.
- Les problèmes que pose la tenue de l'inventaire de la couverture cartographique en Afrique du fait du laxisme de certains Etats membres qui ne fournissent pas les informations demandées.
- Le fait que CODI ne s'est pas penché sur les questions concernant la normalisation des noms géographiques, étant entendu que la CEA avait, dans le passé, été chargée par les

Conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique, de coordonner ces activités en Afrique.

- L'absence de coordination entre les acteurs nationaux perdurera en l'absence de politiques nationales de la géo-information.
- De nombreux pays africains ne contribuent toujours pas à la Cartographie mondiale du fait de la faiblesse de leurs capacités et de leurs ressources.
- Les délais relatifs aux demandes de bourse de l'ESRI pour la Cartographie mondiale sont toujours ouverts.
- Les institutions locales ont la possibilité de contribuer au renforcement des capacités concernant l'IDS, mais elles continuent de dépendre de l'appui des établissements d'enseignement et de formation étrangers.

26. Mesures recommandées

- L'Afrique doit prendre sa destinée en main en mettant en place sa propre IDS.
- La CEA est appelée à créer un environnement favorisant l'échange d'informations entre le secrétariat, le Groupe de travail exécutif de CODI et les centres de liaison nationaux.

Point 9.5 de l'ordre du jour: questions de fond

27. Exposés reçus:

- Rapport de l'Atelier sur le Comité permanent de l'IDS, par la CEA.
- *Geoinformation in Support for NEPAD*, par Craig A. Schwabe, chef du Centre des SIG, Human Sciences Research Council (HSRC), Capetown (Afrique du Sud)
- *National and Regional Capacity Building for Geoinformation Technology*, par Elifuraha G. Mtalo (UCLAS) J.Kufoniya (RECTAS) et W.Othichilo (RCMRD)
- *Establishing a regional SDI with an European View*, par D. Gruenreich, Eurogi
- Activités des organisations suivantes: OACTD, RECTAS, RCMRD.
- *Cooperation and Mapping between African Countries and Japan*, par H. Une et K. Tsuda.

28. Problèmes posés:

- Le Rapport de l'Atelier sur la mise en place d'un comité permanent a été déposé
- Les débats sur le renforcement des capacités ont négligé l'enseignement universitaire
- La sensibilisation doit être dirigée non seulement vers les décideurs, mais aussi vers le public en général.

29. Mesures recommandées

- Adoption du Rapport de l'Atelier sur le Comité permanent de l'IDS pour l'Afrique au terme duquel les fonctions de ce Comité sont intégrées dans le mandat de CODI-Géo, le Groupe de travail préparatoire permanent devient le Groupe de travail exécutif et d'autres groupes de travail sont créés en vue d'appuyer la mise en œuvre des objectifs de CODI-Géo.
- Le CODI devrait appuyer les efforts entrepris dans les universités, ainsi que les programmes universitaires dans le domaine de la géo-information.

Point 9.6 de l'ordre du jour: questions techniques

30. Exposés reçus

- Manuel de l'IDS pour l'Afrique, par André Bassolé, EIS-Africa
- Mise en œuvre du Référentiel géodésique africain (AFREF): «*Continental Spatial Reference Frames: Issues of Technology Management*», par Yola Georgiadou, Institut international de la géo-information et de l'observation de la Terre, Pays-Bas
- *Atlas a metaphor for SDI's*, par M. Bengt Rystedt, ACI.

31. Problèmes posés

- La grande valeur du guide en ce qui concerne l'appui à la mise en place de l'INDS, en tant que document vivant, régulièrement mis à jour et publié en français et en anglais.

32. Mesures recommandées

- La reconnaissance doit être étendue à tous ceux qui ont apporté leur contribution.
- Les gestionnaires de l'information géographique doivent être associés à la mise en œuvre d'AFREF.

Point 9.7 de l'ordre du jour: tendances nouvelles et évolution

33. Exposés reçus

- Cartographie Internet; «*Webmapping, governments and public*», par Menno-Jan Kraak, Institut international de géo-information et d'observation de la Terre (ITC), Pays-Bas
- Produits et outils d'imagerie à haute résolution, «*Experiences with High Resolution Satellite Images for Information Extraction*», par John Trinder
- *The Use of High Resolution Imagery in Urban Planning and Management: a case of the city of Nairobi*, par W. Otthichilo et Eric Salama (RECTAS); Rolph Becker (Maps Geosystem)
- Nouvelles méthodes de collecte des données: «*New Advances in Field Data Collection with GIS*», par David Gadsden et Dan Zimbie, Institut de recherche sur les systèmes de l'environnement, Redlands, CA (Etats-Unis)
- *Digital Technology for Data Capture and Processing: Capture it, Measure it, Map it and Image it* (Leica Geosystems)

34. Problèmes posés

- Pour utiliser les nouvelles technologies, il est nécessaire de bien les connaître. Nécessité d'assurer une bonne formation à leur utilisation.

- Il faut garder à l'esprit que l'utilisation des images satellitaires a certaines limites liées à la couverture nuageuse, à l'invariabilité, aux coûts, à la couverture, à la viabilité du système, et qu'elle ne remplace pas totalement d'autres moyens de collecte des données telles que la photographie aérienne. Chaque système a ses avantages et ses inconvénients, selon l'usage qu'on en fait.

• **Point 9.8 de l'ordre du jour: Questions diverses**

35. Problèmes posés

- Election des membres représentant les sous-régions au sein du Groupe exécutif de travail de CODI-Géo

36. Mesures prises

- Membres du Groupe exécutif de travail de CODI-Géo:
 - Sous-région de l'Afrique de l'Est: Kenya (Président)
 - Sous-région de l'Afrique du Nord: Maroc
 - Sous-région de l'Afrique de l'Ouest: Ghana
 - Sous-région de l'Afrique centrale: Gabon
 - Sous-région de l'Afrique australe: Afrique du Sud

Point 9.9 de l'ordre du jour: Adoption du rapport et clôture de la réunion

37. Problèmes soulevés

- Adoption du rapport:

- Les résolutions constituent l'élément le plus important de la réunion. Le secrétariat est invité à veiller à ce que celles-ci soient présentées, non seulement en anglais, mais aussi en français.
 - Des omissions et des inexactitudes ont été relevées dans la liste des participants, mais aussi dans celle des exposés présentés lors des différentes séances.
 - Le représentant de la Côte d'Ivoire s'est plaint de n'avoir pas été autorisé, faute de temps, à présenter un exposé sur des réalisations couronnées de succès.
 - Des corrections ont été apportées au rapport.
 - Les six résolutions suivantes ont été examinées:
 - Intégration des politiques et des technologies de l'information dans les activités de CODI;
 - Le partenariat entre les secteurs public et privé (PPP);
 - Le financement de la géo-information;
 - La sensibilisation;
 - L'appui de CODI-Géo aux normes de données pour le NEPAD;
 - Questions générales.
- Clôture de la réunion: le Président a annoncé la clôture de la réunion à 16 h 30.

38. Mesures recommandées

- Le secrétariat est invité à veiller à ce que le rapport soit présenté dans les deux langues
- Le rapport a été adopté après avoir été amendé.

Résolutions du Sous-Comité de la géo-information

1. Intégration des politiques et des technologies de l'information dans les activités de CODI

Notant que :

Des protocoles relatifs aux catalogues de service ont été élaborés par la communauté des bibliothécaires dans le but d'appuyer la recherche ventilée de ressources bibliothécaires numériques et non numériques et que des compétences spécialisées en matière de catalogage et de développement de métadonnées existent au sein de la communauté des bibliothécaires;

Des infrastructures de données spatiales (IDS) commencent à être mises en place en vue de cataloguer l'information géographique et d'y donner accès, et qu'elles utilisent et développent les normes de recherche et d'extraction bibliothécaires sur Internet;

Les stratégies de collecte et de gestion de l'information statistique font ressortir une dépendance localisée qui requiert l'établissement d'une coordination entre lieux géographiques, mais aussi avec des subdivisions politiques nationales (frontières politiques sous-nationales) et que cette information doit être rendue accessible par des méthodes de recherche communes;

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent des services Internet et le moyen de localiser et d'utiliser des services de données pour les besoins des missions et de l'administration en ligne;

Les milieux bibliothécaires, géographiques, statistiques et des TIC fonctionnent avec une certaine autonomie mais ont les moyens de mieux intégrer des solutions, et qu'ils risquent d'élaborer des solutions incompatibles et faisant double emploi alors que les ressources disponibles sont limitées;

Recommande

Que CODI mette sur pied une équipe spéciale coordonnée chargée d'intégrer et de publier des politiques et des stratégies communes concernant:

- les applications bibliothécaires;
- le développement des métadonnées;
- les données et les services géographiques et statistiques;

- des technologies standardisées de restitution de l'information;
- la conception d'infrastructures de TIC, et de portails ainsi que des services d'administration en ligne, afin d'assurer un accès optimal à l'information pour le développement.

2. Sur le partenariat entre secteur public et secteur privé

Reconnaissant

L'effet positif du développement du secteur privé sur la gouvernance et le rôle qu'il joue dans l'amélioration de la situation économique générale des pays;

Que les organismes nationaux peuvent améliorer la production et la gestion des produits et services d'information en faisant intervenir le secteur privé dans les diverses phases du processus;

Recommande que :

Les pays africains établissent des partenariats entre secteur public et secteur privé pour collecter et traiter l'information géographique nécessaire à l'exécution des projets de développement aux niveaux local, provincial et national, dans le respect des principes de transparence et de confiance mutuelle.

Les gouvernements associent le secteur privé dans toutes les consultations relatives aux politiques et plans nationaux ou locaux touchant à la géo-information.

Les pays africains établissent des comités nationaux sur le partenariat entre secteur public et secteur privé, pour promouvoir les cadres appropriés de la mise en œuvre de ce partenariat.

3. Sur l'infrastructure des données

Reconnaissant que

La réalisation des objectifs du NEPAD, des Objectifs de développement du Millénaire et des Objectifs du Sommet mondial pour la société de l'information supposeront un volume important d'informations géographiques qui, pour la majorité des pays africains, n'est ni disponible ni accessible dans une forme utilisable par les gouvernements et la société;

Les IDS sont une réponse vigoureuse aux obstacles qui entravent la disponibilité, l'obtention et l'utilisation de la géo-information;

De nombreux pays africains ont fait des progrès en ce qui concerne la mise en place de leur INDS, mais que de nombreux autres n'en ont guère fait;

Les ensembles de données fondamentales constituent une composante essentielle de l'IDS, mais font défaut dans la plupart des pays africains;

Décide

D'adopter les recommandations de l'Atelier panafricain sur un Comité permanent pour l'Afrique, élargissant le mandat du Sous-Comité de la géo-information pour y inclure les fonctions du Comité permanent proposé.

Demande à nouveau aux Etats membres

De donner la priorité à la création des INDS, de participer pleinement au projet de cartographie mondiale, à AFREF, et de participer aux activités des groupes de travail du Sous-Comité de la géo-information et de les appuyer, le Sous-Comité ayant désormais les fonctions d'un Comité permanent sur les INDS pour l'Afrique.

Recommande que :

L'Afrique prenne en charge son avenir en élaborant sa propre IDS;

Les projets financés par les donateurs obtiennent des données de référence des gouvernements et que toutes les données résultant d'un projet soient produites, conservées et diffusées selon les principes de l'INDS. Les négociations des conditions du prêt devraient en tenir compte;

Les organismes chargés de la mise en oeuvre de l'AFREF intègrent des gestionnaires de l'information géographique dans le processus;

Les organismes nationaux producteurs de géo-information donnent la priorité à la numérisation de leurs bases de données spatiales analogiques, en utilisant des modèles de données publiées, conformément aux principes de l'IDS.

4. Sur le financement de l'information géographique

Notant que

L'information est vitale à la bonne gouvernance et doit être facilement accessible aux gouvernements et aux communautés;

Le coût actuel de l'information géographique est élevé pour l'utilisateur final et décourage son utilisation pour la bonne gouvernance;

La production de l'information géographique est une activité à forte intensité de capital;

l'information géographique est désormais mûre et commercialisable;

Recommande

Que les gouvernements considèrent la production de géo-information comme un investissement et un atout national et, par conséquent, accroissent les fonds qui lui sont alloués dans les budgets nationaux.

Le Sous-Comité de la géo-information facilite la mobilisation de fonds pour le développement de l'infrastructure des données spatiales à tous les niveaux.

Les coûts de gestion des données peuvent être réduits en les partageant entre producteurs et utilisateurs, par des méthodes d'un bon rapport coût-efficacité et en utilisant des données produites par d'autres producteurs de données.

5. Sensibilisation

Notant

Que la géo-information est présentée aux profanes de manière trop technique, ce qui la rend difficile à comprendre et à apprécier.

Que l'utilité de la géo-information pour le processus de décision est méconnue.

Recommande:

Que les acteurs clefs de la production et de la gestion de la géo-information aux niveaux international, régional et national devraient prendre des mesures pour démystifier la notion de géo-information et ses applications et lier la géo-information à d'autres formes d'information telles que la statistique et les TIC;

Que les trois Sous-Comités de CODI (le Sous-Comité des technologies de l'information et de la communication, le Sous-Comité de la statistique et le Sous-Comité de la géo-information) mènent des actions concertées et collaborent au niveau national, à travers l'établissement de comités nationaux sur le développement de l'information, en vue de sensibiliser les décideurs aux avantages et à la valeur de l'information pour le développement et pour la bonne gouvernance.

Que des comités nationaux de la géo-information soient créés.

6. Normes relatives aux données pour le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Notant

Que de nombreux membres du Sous-Comité de l'information géographique représentent des organisations nationales de cartographie de pays africains et connaissent les besoins des fournisseurs de données en termes de structure ou de thème fondamental. Des informations vitales sur le développement sont gérées par des ressources statistiques, environnementales et naturelles, ainsi que par les agences de gestion de l'infrastructure d'un pays donné. Ces informations ont souvent un contexte géographique et le gouvernement les utilise dans ses pratiques de gestion des ressources. Ces organisations ne sont pas nécessairement représentées dans les activités de CODI et elles ne participent pas non plus obligatoirement aux activités relatives à l'infrastructure des données spatiales. L'existence de données fondamentales et thématiques structurées et documentées est cruciale pour la gouvernance. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) exigera des modèles de données communs et des méthodes d'accès compatibles avec les besoins d'utilisateurs multiples.

Recommande

Que CODI convoque un groupe de travail multidisciplinaire et multinational pour officialiser des modèles de données et des méthodes d'accès qui répondent aux besoins des fournisseurs de données comme à ceux des consommateurs en information géographique et statistique afin d'appuyer le NEPAD.

7. Généralités

Considérant

Qu'un bon nombre des recommandations faites par le Sous-Comité et des questions qu'il a soulevées – sur le renforcement des capacités, les politiques et la coordination ainsi que d'autres aspects- figurent déjà dans les résolutions antérieures de CODI,

Réitère

Que toutes les parties concernées veillent à mettre en œuvre les recommandations et résolutions.

Point 10 de l'ordre du jour: Rapports des Sous-Comités

39. Le rapport des Sous-Comités sera adopté en séance plénière.

Point 11 de l'ordre du jour: Date et lieu de la prochaine réunion

Point 12 de l'ordre du jour: Questions diverses

Point 13 de l'ordre du jour: Adoption du rapport et clôture de la réunion

40. Le Président a fait quelques observations sur la réunion et les résultats obtenus et invité ensuite le chef de la Division des services de l'information pour le développement à faire part de ses observations finales. La réunion a été clôturée par le Président.